



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

N° DE MARCHÉ : **AO 25 SI 0007**

OBJET DU MARCHÉ :
MISE A DISPOSITION D'UN SERVICE DE RESEAU DE DONNEES ET DE
TELEPHONIE ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LES BESOINS DE
FILIERIS

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES
77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

ARTICLE 1. OBJET & CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	5
1.1 <i>Objet du marché</i>	5
1.2 Justification non allotissement	5
1.3 <i>Procédure utilisée et forme du marché</i>	5
1.4 <i>Durée du marché</i>	5
ARTICLE 2. PARTIES CONTRACTANTES	6
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
3.1 <i>Pièces particulières</i>	6
3.2 <i>Pièces générales</i>	6
ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES DU MARCHÉ	7
4.1 <i>Délais</i>	7
4.2 <i>Sécurité et confidentialité</i>	7
4.3 <i>Secret professionnel</i>	7
4.4 <i>Spécifications particulières – fourniture de fichiers informatiques</i>	9
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
5.1 <i>Personnel du titulaire</i>	9
5.2 <i>Obligation de conseil</i>	10
5.3 <i>Conditions d'intervention sur site</i>	11
ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIERES	12
6.1 <i>Caractéristiques et forme des prix</i>	12
6.2 <i>Révision des prix</i>	12
6.3 <i>Optimisation des prix du marché</i>	14
ARTICLE 7. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT.....	14
7.1 <i>Facturation</i>	14
7.1.1. Transmission des factures par voie électronique	14
7.1.2. Règles communes de facturation.....	15
7.2. <i>Mandatement - règlement</i>	15

7.3. Avance.....	16
7.4. Nantissement.....	16
8. BONS DE COMMANDE.....	16
9. OPERATIONS DE VERIFICATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHE.....	17
9.1. Généralités	17
9.2. Remise des livrables	18
9.3. Mise en ordre de marche (MOM).....	18
9.4. Admission	19
9.5. Garantie.....	19
10. MODIFICATION ET EVOLUTION DES SERVICES.....	19
11. SOUS-TRAITANCE	20
12. DEVELOPPEMENT DURABLE	20
13. PENALITES	21
13.1. Non-respect du délai de déploiement initial.....	21
13.2. Non-respect des délais de livraison de nouvelles lignes	21
13.3. Non-respect du taux de disponibilité et de la garantie de temps de rétablissement.....	22
13.4. Absence aux réunions	22
13.5. Délai prévu pour la mise en place d'une nouvelle solution appel malade	22
14. FIN DE MARCHE & RECUPERATION DES DONNEES	23
15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	23
16. OBLIGATION DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	24
17. RÉSILIATION.	24
18. OBLIGATIONS DIVERSES	24
18.1. Assurance.....	24
18.2. Responsabilité.....	25

19. REVUE DE MARCHÉ – PLAN DE PROGRES	25
20. MODIFICATIONS DU MARCHÉ	26
20.1. Clause de réexamen.....	26
20.2. Ajout de références en cours de marché	26
20.3. Modification de références en cours de marché.....	26
20.4. Changement de dénomination sociale du Titulaire	27
21. LITIGES	27
22. DÉROGATIONS AU CCAG-TIC	27

ARTICLE 1. OBJET & CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 *Objet du marché*

Le marché a pour objet la mise à disposition d'un service de réseau de données et de téléphonie et prestations associées pour les besoins de Filieris.

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) applicable au présent marché.

1.2 *Justification non allotissement*

Le présent projet de marché n'est pas alloti.

En effet, il a été considéré que, conformément à l'article L2113-11.2° du Code de la commande publique, la dévolution en lots séparés était de nature à restreindre la concurrence ou risquait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3 *Procédure utilisée et forme du marché*

La procédure de consultation utilisée est l'**appel d'offres ouvert**, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

TECHNIQUE D'ACHAT

Le présent marché est un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec minimum de 5 000 000 € HT sur toute sa durée et un maximum de 15 000 000 € HT** au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-3, R2162-4.2°, R2162-5, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

1.4 *Durée du marché*

Le marché est conclu pour une période ferme de **6 ans** à compter de sa notification.

Conformément à l'article L2125-1.1° du Code de la commande publique, cette durée dérogatoire de 6 ans se justifie compte-tenu du fait que les investissements liés à la période de migration d'un opérateur à un autre sont amortissables sur une durée supérieure à 4 ans.

La période de migration vers le futur marché est intégrée au sein de la durée du présent marché, ce qui implique leur coexistence. Cette coexistence sera exclusivement liée à une hypothèse d'un changement de titulaire du marché et elle sera d'une durée maximale de 12 mois.

Conformément à l'article R2162-5 du CCP, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché.

ARTICLE 2. PARTIES CONTRACTANTES

Pouvoir adjudicateur / acheteur

Le représentant de l'Organisme, signataire du marché est :
Le Directeur Général de la Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale dans les Mines
77, avenue de Ségur
75 714 PARIS CEDEX 15

Titulaire du Marché

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché, la -ou les- personne(s) physique(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne responsable du Marché, ainsi que pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au pouvoir adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modification de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc.).

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

3.1 Pièces particulières

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité :

1. **L'Acte d'Engagement (AE)** et ses trois annexes :
 - a. Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
 - b. Annexe 2 : Questionnaire Règlement Général de Protection des Données à caractère personnel (RGPD)
 - c. Annexe 3 : Cadre de Réponse technique
2. **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** et son annexe :
 - a. Annexe 1 : Application du Règlement Général de Protection des Données à caractère personnel (RGPD)
3. **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** et ses annexes :
 - a. Annexe 1 : Sites liaisons
 - b. Annexe 2 : Classes de services
 - c. Annexe 3 : Communications
 - d. Annexe 4 : modèle consolidation facturation
 - e. Annexe 5 : Appels malade
 - f. Annexe 6 : Hébergement
 - g. Annexe 7 : VLAN
 - h. Annexe 8 : Synoptiques TOIP Appels malades
 - i. Annexe 9 : liste des sites
4. **Le dossier technique** du titulaire incluant le cadre de réponse technique, le mémoire technique, la note relative au développement durable et tout autre document technique remis par le titulaire à l'appui de son offre.

3.2 Pièces générales

1. **Le Code de la commande publique**

2. **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)** applicable aux marchés publics de Technologies de l'Information et de la Communication, issu de l'arrêté du 30 mars 2021.
3. **L'arrêté du 19 Juillet 2018**, portant réglementation sur des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Les pièces générales bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES DU MARCHÉ

4.1 Délais

Le titulaire détermine dans son offre les délais auxquels il entend se soumettre, tant pour les opérations de migration (délai indiqué dans le mémoire technique) que pour ceux de la mise en place de nouvelles lignes. Ces délais deviendront contractuels à la notification et pourront faire l'objet des pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

Le délai de migration pourra être aménagé, sur demande expresse de Filieris, lors de la réunion de lancement des opérations de migration, afin de tenir compte de contraintes supplémentaires non identifiées au jour de la remise de l'offre du titulaire.

4.2 Sécurité et confidentialité

Le titulaire sera entièrement responsable de la sécurité et de la confidentialité des accès au réseau de données Filieris, en particulier il devra assurer les services suivants :

- ◆ Étanchéité totale aux intrusions ;
- ◆ Confidentialité des informations stockées sur les serveurs (partagés ou hébergés)
- ◆ Traçabilité des incidents liés à la sécurité et à la confidentialité (en particulier des tentatives d'intrusions)

Le titulaire s'oblige à ne pas divulguer les techniques, méthodes, outils et procédés propres à la CANSSM qu'il aurait été amené à connaître du fait de l'exécution des prestations.

Le titulaire garantit la CANSSM et le bénéficiaire des prestations contre toute divulgation de tout ou partie de la documentation prêtée par ceux-ci ainsi que contre toute divulgation d'informations dont le personnel du titulaire pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les documents, informations, données de toute nature auxquels le titulaire a eu accès, à quelque titre que ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution du marché sont considérés comme confidentiels.

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel, sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de son marché.

Les supports informatiques, documents et données de toute nature fournis par la CANSSM au titulaire en restent la propriété.

4.3 Secret professionnel

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié à FILIERIS.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de FILIERIS, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de FILIERIS conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

À ne rendre publique aucune information de FILIERIS, sans l'accord de FILIERIS, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.

À n'utiliser les informations et documents délivrées par FILIERIS qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;

À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par FILIERIS à l'occasion de l'exécution du présent marché;

À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;

À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par FILIERIS ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de FILIERIS est nécessaire.

À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par FILIERIS sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de FILIERIS, qui lui seront communiqués

d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de FILIERIS de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai FILIERIS de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de FILIERIS.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

FILIERIS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

FILIERIS se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

FILIERIS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, en application de l'article 50.1.j du CCAG-TIC, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

4.4 Spécifications particulières – fourniture de fichiers informatiques

Pour tous documents produits dans le cadre de la fourniture du service et de la préparation de cette fourniture, y compris ceux élaborés avec les moyens du titulaire, ce dernier fournira gratuitement à Filieris les fichiers informatiques correspondants.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Personnel du titulaire

- Qualification des intervenants

Le titulaire fait exécuter les prestations objet du marché par un ou plusieurs intervenants de compétences et de qualification adaptées aux prestations objet du marché.

Le titulaire est seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire doit exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le titulaire doit notamment :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire ayant les compétences nécessaires pour répondre aux besoins de FILIERIS ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité, de leur composition ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le Titulaire devra produire, avant tout début d'exécution d'un bon de commande, le profil des intervenants. Filieris dispose, sur décision motivée, de la faculté de récuser ces intervenants.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur, le chef de projet Filieris et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

En outre, Filieris peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du marché. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances nécessaires à l'exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à grade et compétence équivalents ou supérieurs. La notion d'équivalence inclut l'ancienneté dans le grade ainsi que l'expérience dans le domaine.

En aucun cas le remplacement de personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par Filieris d'un remplaçant proposé par le Titulaire, Filieris se réserve le droit de résilier le marché aux torts du Titulaire et de procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 54 du CCAG-TIC.

5.2 Obligation de conseil

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil. Cette obligation s'entend de tous les aspects opérationnels relatifs à l'exécution du marché.

Le Titulaire doit s'assurer de la transparence des informations transmises et doit s'informer des besoins de FILIERIS, que ceux-ci aient précisément été ou non reproduits ou traduits dans le Cahier Clauses Techniques Particulières. A ce titre, le Titulaire doit s'enquérir sans délai des informations nécessaires à la bonne conduite des prestations.

Le Titulaire s'engage à éclairer FILIERIS sur les conséquences – opérationnelles, techniques et financières – des choix effectués au cours de l'exécution du marché.

Il s'engage à informer, sans délai, Filieris ou son représentant, notamment le chef de projet de Filieris de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent CCAP et le CCTP.

Au titre de son obligation d'information et de conseil, le Titulaire s'oblige à informer Filieris, quand il en a connaissance, de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du présent marché.

En cas de difficultés dans l'exécution des prestations, le Titulaire informe Filieris de ses difficultés et de leur origine à compter du moment où elles sont apparues. Dans ce cas, le Titulaire met en place les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations conformément aux stipulations du présent CCAP afin que :

- La qualité du service rendu reste de même niveau tout au long de l'exécution du marché,
- Le bon fonctionnement des exemplaires installés à Filieris soit assuré,
- Les anomalies soient résolues dans les délais maximums fixés dans le CCTP

5.3 Conditions d'intervention sur site

Dans le cadre de la fourniture des prestations, le personnel du titulaire pourra être amené à travailler dans les sites de FILIERIS.

Il appartient au Titulaire de demander à FILIERIS toutes les informations qui lui font défaut et qui s'avèrent nécessaires pour la réalisation des prestations. De même, il doit avertir, par écrit, FILIERIS de toutes les anomalies ou erreurs qu'il pourra déceler ainsi que des conséquences qu'elles entraînent.

La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat et le remplacement de toute personne ne lui paraissant pas adopter un comportement adéquat, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance ou ne pas respecter les obligations dont il est fait état dans les clauses du présent marché.

Filieris s'engage à mettre à la disposition du service technique du titulaire dans les limites des horaires habituels de travail, soit du lundi au vendredi de 8h à 19h, et, le cas échéant, le samedi de 9h à 13h, un accès et un emplacement permettant l'installation normale des appareils actifs. Filieris s'engage à assurer au personnel du Titulaire appelé à intervenir dans ses locaux des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité. Filieris informe le personnel du Titulaire des consignes de sécurité dans lesdits locaux, et veille à la présence effective d'un préposé qualifié pendant la durée de l'intervention dudit personnel, de telle sorte que toutes mesures utiles puissent être immédiatement prises en cas d'accident.

Les interventions ne doivent en aucun cas gêner le fonctionnement des services. Si des coupures s'avéraient nécessaires, le titulaire devra en informer Filieris une semaine avant l'intervention.

Le titulaire devra indiquer si le personnel intervenant sur site fait partie de son personnel ou intervient au nom du titulaire, si tel est le cas le titulaire indiquera la société d'appartenance et le contact téléphonique de l'intervenant.

A l'issue de chaque intervention, le titulaire remettra un bon d'intervention comprenant les renseignements suivants :

- La référence au présent marché,

- Les date et heure de début et de fin d'intervention,
- L'adresse du lieu d'intervention
- Le diagnostic de la panne ou l'objet de l'intervention,
- La nature des travaux effectués ou des pièces remplacées,
- et toutes les observations jugées utiles.

Le compte rendu d'intervention du titulaire devra être obligatoirement validé par le correspondant de Filieris sur site à l'issue de l'intervention. Ce bon d'intervention devra être signé par FILIERIS et par le titulaire et transmis à FILIERIS dans les 15 jours de l'intervention.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1 Caractéristiques et forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires.

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix incluent tous les frais éventuels de déplacement, de pose, de main d'œuvre, de séjour, tous les frais administratifs (secrétariat, reprographie, affranchissement de courriers), toutes les garanties et autres frais de tous ordres.

Les prix d'installation des équipements actifs incluent le coût de leur retrait éventuel.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG TIC, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

Les tarifs annexés à l'acte d'engagement sont établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois précédant celui de la remise des offres (mois m0).

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le candidat dans le bordereau des prix (**ANNEXE 1** de l'**ATTRI1**), dont les prix sont exprimés en euros (€).

Les annexes financières à l'acte d'engagement sont établies à partir des conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre du titulaire.

6.2 Révision des prix

Les prix unitaires sont fermes pour la première année.

Les prix figurant dans le cadre tarifaire annexé à l'Acte d'Engagement pourront être révisés tous les ans à l'initiative du titulaire par le biais d'une demande écrite envoyée par courriel à l'adresse service.marches@filieris.fr, un mois avant l'échéance de la date anniversaire de notification du marché.

Le titulaire devra détailler, à l'appui de sa demande, l'évolution de l'indice concerné et la formule de calcul utilisée, aboutissant au pourcentage de révision sollicité.

Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition un mois avant la date d'anniversaire, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit, sans que le titulaire puisse émettre une quelconque réclamation à cet égard.

Si à la date d'application du nouveau tarif, la CANSSM n'a ni validé ni infirmé, la demande de révision est considérée comme acceptée à titre provisoire ; en cas de refus dans un délai de 3 mois par Filieris d'une demande de révision tacitement acceptée, FILIERIS procède ultérieurement à sa rectification et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

L'acceptation du nouveau tarif constitue le document de référence pour toutes les factures émises par le titulaire au titre du marché jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Les prix seront calculés en application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur lors du règlement. Les prix de règlement tiennent compte des variations de la TVA.

La révision des prix sera effectuée selon les modalités énoncées ci-avant et en application de la formule suivante :

$$P(n) = P_o \times (0.125 + 0.875 (S_n/S_o))$$

Dans laquelle :

P(n)= Prix révisé

P_o= Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo

S_o= Valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 61.10 – Services de télécommunications filaires Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766424 du mois de remise des offres

S_n= Valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 61.10 – Services de télécommunications filaires Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766424 connue à la date d'anniversaire du marché

CLAUSE DE SAUVEGARDE :

La hausse du prix résultant de la révision ne peut être supérieure à 2 % sur 12 mois. La CANSSM se réserve la possibilité soit de limiter l'augmentation à 2% sur 12 mois, soit de résilier le marché, sans indemnité, à la date d'application des nouveaux tarifs dès lors que ceux-ci conduisent à une augmentation de plus de 2 % sur 12 mois. Cette clause s'applique à chacun des prix concernés du bordereau de prix du marché.

Cette clause s'applique à chacun des prix concernés du bordereau de prix du marché.

Arrondi

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, il est à préciser que les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec deux décimales après la virgule, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

*si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès). Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales après la virgule.

6.3 Optimisation des prix du marché

Le titulaire s'engage à répercuter au plus tôt les baisses de prix des prestations susceptibles d'intervenir pendant la durée de validité du marché ; l'ajustement retenu sera celui qui se révélera le plus avantageux entre la baisse de tarif et la baisse minimale garantie. Les termes « baisse de prix » et « baisse de tarifs » sont à interpréter au sens large : ils incluent notamment la mise en place par le Titulaire de nouvelles structures tarifaires entraînant une baisse des coûts ; ils incluent également la prise en compte de nouvelles technologies.

Ces optimisations des prix du marché seront traitées dans le cadre de la revue de marché prévue à l'article 18 du présent CCAP.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

7.1 Facturation

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'offre financière annexée à l'acte d'engagement, en fonction des prestations effectivement commandées et réalisées.

Les factures relatives au marché devront être transmises par CHORUS PRO.

Les prestations de mise en service sur chacun des sites sont facturées au service territorial chargé du site concerné en une seule fois après validation de la CANSSM, conformément aux règles édictées à l'article 9 du présent CCAP relatif à l'admission des prestations.

Les prestations relatives aux services récurrents sont payables par le service territorial concerné sur présentation de factures mensuelles détaillées, après validation par la Direction des Systèmes d'Information de la CANSSM.

Les factures devront respecter les mentions requises rappelées à l'article 7.1.2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

7.1.1. Transmission des factures par voie électronique

En application de l'article 193 de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, la CANSSM est tenue en tant que pouvoir adjudicateur d'accepter la transmission électronique des factures conformes à la norme de facturation électronique définie par voie réglementaire, pour les marchés en cours ou notifiés à compter du 1^{er} avril 2020.

Pour ce faire, le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct peuvent déposer leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La transmission des factures via Chorus pro, sera réalisée selon les modalités de transmission suivantes qui imposent que ses factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
- Le numéro SIRET client : 77568531600017
- Après validation des factures par la DSI Nationale, le titulaire devra intégrer les factures sur CHORUS PRO en saisissant le SIRET 77568531600017 et le code de service SIEGE_DSI

Ces références sont indiquées systématiquement sur chaque bon de commande ou autre correspondance déclenchant l'exécution des prestations.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique.gouv.fr>

En cas de difficultés, un service d'aide en ligne, de LiveChat et d'assistance téléphonique est mis à la disposition des entreprises pour les aider dans la prise en main de l'application ChorusPro. Ce service est disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (hors jours week-end et jours fériés).

7.1.2. Règles communes de facturation

Les documents afférents au paiement seront établis en un original et devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- ✓ Référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- ✓ Le cas échéant, numéro de SIREN ou de SIRET ;
- ✓ Le numéro du marché ;
- ✓ Le numéro du bon de commande ;
- ✓ Les taux et les montants de TVA applicables ;
- ✓ Le montant total HT des prestations facturées ;
- ✓ Le montant total TTC. ;
- ✓ Mention « FAS » explicite lorsque les prestations facturées sont des Frais d'accès au service
- ✓ Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture ;
- ✓ Les références de compte bancaire ou postal complet tel qu'il figure à l'acte d'engagement (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

7.2. Mandatement - règlement

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, **par virement** sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par le service de l'organisme qui aura passé commande.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce

dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

7.3. Avance

Le montant de l'avance est fixé à entre 5% du montant du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-7 du CCP, le taux de l'avance est porté à 30 % du montant du marché lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le régime de l'avance est défini aux articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -12 du CCP. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

7.4. Nantissement

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

8. BONS DE COMMANDE

L'ensemble des sites indiqués dans l'onglet « Sites » de l'annexe financière à l'acte d'engagement ne constitue en aucun cas un engagement de commande mais simplement l'état de l'existant. Tout site faisant l'objet d'une fermeture ou d'une modification par rapport à ce qui est décrit dans cet onglet ne fera pas l'objet d'un avenant.

Les commandes sont exclusivement passées par la DSI de Filieris.

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, les prestations sont exécutées par émission de bons de commande, notifiés au titulaire au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande comportera dans tous les cas les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro et la date du marché,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la désignation des prestations et/ou des fournitures et les quantités associées,

- la date de début d'exécution et la date de fin prévisible de l'exécution de ces prestations ou fournitures
- l'adresse précise du lieu d'exécution de livraison,
- le responsable du pouvoir adjudicateur sur site, en charge de la vérification
- l'adresse de facturation,
- le montant total hors taxes de la commande,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total TTC.
- toute précision utile permettant de définir la spécificité de la commande,

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion

La durée d'exécution maximale du (des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre du marché est fixée à 90 jours.

9. OPERATIONS DE VERIFICATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHÉ

9.1. Généralités

Pour chacune des prestations ou fournitures objets du présent marché, des livrables associés sont décrits dans le CCAP, le CCTP et ses annexes, éventuellement complétés par le(s) bon(s) de commande et le cas échéant selon les dispositions de l'offre du titulaire.

Le contrôle des livraisons et la réception des prestations ou fournitures sont réalisés par les services de la DSI Ce contrôle peut s'opérer par phase ou étapes quand les bons de commande le prévoient.

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou le cas échéant à l'offre du Titulaire (initiale ou modifiée) est observée à la réception par Filieris pourra entraîner un refus de livraison.

Chaque validation d'une livraison donne lieu à un document formel : le procès-verbal de réception signé des deux parties. Le but du procès-verbal de réception est d'officialiser le résultat des travaux de validation et du constat de service fait.

En dérogation au chapitre 5 du CCAG-TIC, les opérations de vérification se déroulent dans les conditions suivantes.

9.2. Remise des livrables

La remise des livrables est effectuée selon le calendrier contractualisé entre Filieris et le titulaire.

Chaque livraison fait l'objet d'un bon de livraison émis par le Titulaire et signé par Filieris. La validation des livrables se fait à partir des fournitures et documents transmis par le Titulaire suivant les dispositions du CCAP, du CCTP, de ses annexes et des bons de commande, le cas échéant complétés selon les dispositions de l'offre du titulaire.

Ce document est émis par Filieris.

9.3. Mise en ordre de marche (MOM)

Préalablement aux opérations de vérification, le Titulaire procède à la mise en ordre de marche des services et des matériels concernés sous le contrôle du représentant de Filieris, dans le délai contractuel prévu, et par défaut dans un délai maximal d'un mois à compter de la date d'acceptation de la livraison par Filieris.

Les tests de validation de la mise en ordre de marche sont effectués par le Titulaire.

Chaque test est accompagné d'une fiche descriptive du test incluant :

- L'objectif du test ;
- La description de la configuration du test (environnement matériel et logiciel) ;
- Le contenu du test ;
- Les résultats attendus.

Les matériels et logiciels nécessaires au bon déroulement des tests sont fournis par le Titulaire, à l'exception des équipements présents sur les sites concernés par le présent marché, notamment les serveurs informatiques, postes de travail et matériels réseau.

Le Titulaire remet au représentant de Filieris un procès-verbal de mise en ordre de marche accompagné des fiches descriptives de tests et résultats obtenus.

La mise en ordre de marche est réputée effective lorsque le représentant de Filieris valide le procès-verbal de mise en ordre de marche. Ce procès-verbal signé par les deux parties est transmis par Filieris par courrier, télécopie, ou courrier électronique au représentant du Titulaire. La date de réception par le titulaire du procès-verbal validé fixe ainsi le commencement des opérations de vérification d'aptitude.

En cas de refus de Filieris de procéder aux opérations de vérification suite à la mise en ordre de marche, elle en avise le Titulaire par courrier recommandé en indiquant le ou les motifs de son refus. Le refus peut notamment être motivé par l'incomplétude ou la non-conformité de la livraison au regard des spécifications du marché, du bon de commande ou des pièces annexées au bon de commande.

Sauf décision contraire du représentant de Filieris ou stipulation contraire dans les documents de la consultation, la mise en ordre de marche ne peut en principe être effective que si l'intégralité des livrables associés aux fournitures et aux prestations objets de la vérification ont été fournis.

9.4. Admission

A l'issue de la vérification du bon fonctionnement des matériels et logiciels fournis par le titulaire, la CANSSM procède à l'admission.

Le délai imparti à la CANSSM pour procéder à l'admission, à l'ajournement ou au rejet et notifier sa décision au titulaire est de 30 jours ouvrés à compter de la date du début de la période de vérification de service régulier par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-TIC.

Si la CANSSM prononce l'ajournement, le délai supplémentaire pour prononcer l'admission, le rejet ou de nouveau l'ajournement est de 30 jours ouvrés.

L'admission est prononcée sous réserve des vices cachés.

Les opérations de vérification sont conduites dans les conditions prévues au CCAG-TIC. Aucun frais ne sera facturé par le titulaire au titre de sa participation aux opérations de vérification.

La mise en facturation de chaque service sera déclenchée après admission. La date comptant pour le début de la facturation correspond la date de mise en ordre de marche.

9.5. Garantie

Les fournitures sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des fournitures, prestations ou services fournis à Filieris en assurant à titre gratuit les prestations de maintenance les concernant, telles que décrites le cas échéant dans le CCTP.

Une période de garantie d'un an, pièces et main d'œuvre est appliquée sur l'ensemble des fournitures, prestations ou services du Titulaire.

La période de garantie débute à la date de réception de la VSR, que cette dernière soit tacite ou expresse.

Le Titulaire est tenu de cette garantie sous réserve que l'utilisation des fournitures, prestations ou services soit conforme au présent marché et à la documentation qui aura été fournie à Filieris.

10. MODIFICATION ET EVOLUTION DES SERVICES

Dans le cadre de la Convention d'Objectif et de Gestion (COG) 2022/2024, la CANSSM est soumise à de nombreuses évolutions. Au cours de l'exécution du marché, le périmètre d'exécution du marché peut être modifié et des services fermés ou transférés à d'autres structures. Ces modifications seront constatées par simple Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, moyennant un préavis de 1 mois.

Le montant de l'abonnement du par la CANSSM sera alors recalculé après avoir soustrait du total de l'abonnement le montant concerné par le service fermé. L'abonnement du pour ce site sera proratisé en fonction du nombre de jours d'ouverture sur l'année.

Aucun frais ne sera dû au titulaire au titre de la résiliation des services, même si celle-ci intervient avant l'expiration des deux premières années du marché. La résiliation des services pour une extrémité prendra effet le premier du mois suivant la réception du courrier de résiliation.

Le titulaire s'engage à prendre en compte toutes les modifications et évolutions des services qui pourraient intervenir et à effectuer toutes les prestations demandées en tenant compte de ces modifications.

11. SOUS-TRAITANCE

Les dispositions relatives à la sous-traitance figurant dans le Code de la Commande Publique, à savoir les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22, sont seules applicables.

Il est rappelé au titulaire le caractère obligatoire de la déclaration de sous-traitance, conformément aux dispositions de l'article L2193-4 du Code de commande publique reproduites ci-après :

« L'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. »

12. DEVELOPPEMENT DURABLE

Filieris étant très attachée à la politique RSE, l'attention du candidat est rappelée sur l'article L.3-1 du code de la commande publique et sur la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Conformément au CCAG TIC, le Titulaire doit dans le cadre du Marché s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en matière de :

- Gestion des déchets ;
- Réduction de la pollution, notamment en termes d'émission des datacenters ;
- Gestion des transports, en privilégiant les déplacements bas carbone.
- Réduction des prélèvements des ressources ;
- Composition des produits et notamment leur caractère écologique/ polluant/ toxique ;
- Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- Prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- Réduction des impacts sur la biodiversité ;
- Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

De manière générale, le Titulaire devra engager une politique concrète de protection de l'environnement.

En cas de non-respect des obligations prévues au présent article, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement une pénalité 100 €/jour de retard à compter d'une mise en demeure restée infructueuse.

13. PENALITES

Le titulaire devra respecter scrupuleusement les spécifications contenues dans le marché et il devra exécuter les prestations telles qu'elles sont décrites. En cas de difficultés, le titulaire devra immédiatement avertir la CANSSM.

En cas d'impossibilité d'exécution liée à des événements indépendants de sa volonté (grève, intempéries exceptionnelles, incidents graves...) le titulaire s'engage, en accord avec la CANSSM, à trouver toutes solutions de remplacement les plus adaptées.

Si une cause étrangère à la volonté du titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation, la CANSSM peut, sur demande de celui-ci et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de l'obligation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

En dérogation de l'article 14.1.3 du CCAG-TIC le Titulaire ne sera pas exonéré des montants de pénalités inférieurs à 1000 Euros pour l'ensemble du marché.

Le titulaire encourt des pénalités, sans mise en demeure préalable, dès lors qu'il ne respecte pas :

- Le délai prévu pour la migration de l'existant défini lors de la réunion de lancement du projet (pénalité de retard)
- Les délais de mise en œuvre de nouvelles lignes (pénalité de retard)
- ses obligations de garantie de disponibilité ou de temps de rétablissement des lignes réseau, des services de téléphonie et d'hébergement (pénalités d'indisponibilité)
- la présence obligatoire aux réunions
- le délai prévu pour la fourniture des indicateurs de service
- le délai prévu pour la mise en place d'une nouvelle solution appel malade

13.1. Non-respect du délai de déploiement initial

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, la pénalité de retard est fixée à **500€ par jour calendaire** de retard au-delà du délai prévu pour la migration de l'existant défini lors de la réunion de lancement du projet.

13.2. Non-respect des délais de livraison de nouvelles lignes

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, la pénalité pour non-respect des délais de livraison de nouvelles lignes est calculée de la manière suivante : **$P = (CI + CM) * R / 30$**

Soit :

P = pénalité de retard

CI = coût d'installation de la nouvelle ligne

CM = coût mensuel de la nouvelle ligne

R = nombre de jours calendaires de retard

13.3. Non-respect du taux de disponibilité et de la garantie de temps de rétablissement

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, des pénalités seront appliquées si le titulaire ne respecte pas ses engagements en matière de taux de disponibilité des services et/ou de garantie de temps de rétablissement (GTR), que ces dysfonctionnements relèvent de la responsabilité du titulaire, de ses fournisseurs ou de ses sous-traitants.

Le taux d'indisponibilité et les GTR par service sont précisés au CCTP.

- ➔ Les pénalités liées au non-respect du taux de disponibilité sont décomptées par heure au-delà du taux d'indisponibilité maximale annuel.
- ➔ Les pénalités liées au non-respect de la garantie de temps de rétablissement sont calculées à chaque dépassement.

Ces deux types de pénalités d'indisponibilité sont différents et se cumulent ; ces pénalités sont appréciées et calculées individuellement, par service, mais partagent la même formule de calculée, visée ci-après :

Montant de la pénalité = Nombre d'heures de dépassement * Montant mensuel du service / 10

Les pénalités liées au non-respect du taux de disponibilité ou de la garantie de temps de rétablissement sont plafonnées annuellement, par service, à 3 fois le montant mensuel du service. Le plafond est apprécié distinctement pour le non-respect du taux de disponibilité et la garantie de temps de rétablissement.

13.4. Absence aux réunions

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de d'absence non excusée à une réunion organisée à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par absence.

13.5. Délai prévu pour la mise en place d'une nouvelle solution appel malade

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de retard dans le planning prévu initialement pour la mise en place d'une nouvelle solution d'appel malade, une pénalité de 100 euros par jour de jour sera appliquée

14. FIN DE MARCHE & RECUPERATION DES DONNEES

Le présent marché ne fait pas l'objet d'opérations de réversibilité ou transférabilité au sens de l'article 42 du CCAG-TIC.

Cela étant, au terme du marché ou en cas de rupture anticipée de ce dernier pour quelque cause que ce soit, le titulaire du marché s'engage sans délai à fournir les éléments de paramétrage et de contenu des serveurs au nouvel opérateur retenu par Filieris. Ces éléments concernent l'ensemble des informations constituant la solution :

- fichiers de données (fichiers plats, base de données...) ;
- la description de la plateforme, et les fichiers de paramètres applicatifs ;
- Les sauvegardes complètes.

Cette restitution sera constatée par procès-verbal daté et signé par les deux parties.

Les données seront mises à disposition dans un format numérique normalisé, sur support électronique.

15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En application de l'article 43 du CCAG-TIC, pour l'utilisation des logiciels non standards mis à disposition de la CANSSM par le titulaire, la CANSSM dispose d'une licence d'utilisation, non transférable et personnelle, limitée au droit d'utiliser le logiciel sous licence pour l'exploitation des équipements mis en place pour la fourniture des services prévus au présent marché.

Les droits ainsi accordés ne peuvent faire l'objet d'aucune cession de quelque manière que ce soit, en tout ou partie.

La CANSSM s'interdit toute reproduction du logiciel et toute opération d'analyse ou de décompilation notamment des microcodes et des microprogrammes.

Ces dispositions s'appliquent également à toute documentation associée aux logiciels et fournie par le titulaire.

Les documentations de base, données et autres documents remis au Titulaire du marché par Filieris pour l'exécution du présent marché restent la propriété exclusive de Filieris.

Les livrables produits par le Titulaire dans le cadre du présent marché, incluant les documentations (dont DAT), rapports, données, configurations, et toute autre production intellectuelle, deviennent la propriété exclusive de Filieris dès leur validation. Le Titulaire s'engage à céder à Filieris l'intégralité des droits patrimoniaux sur ces livrables, notamment les droits de reproduction, d'adaptation, de modification, de traduction, de distribution et d'exploitation, sans restriction de durée, de territoire, ou d'usage.

Les éléments préexistants appartenant au Titulaire ou à des tiers, intégrés dans les livrables ou utilisés pour l'exécution du marché, restent la propriété de leurs titulaires respectifs. Toutefois, le Titulaire garantit à Filieris un droit d'utilisation non exclusif, non transférable, et illimité pour ces éléments dans le cadre de l'utilisation des livrables. Le Titulaire s'engage à signaler clairement ces éléments préexistants et à fournir les preuves des licences ou autorisations nécessaires.

Le Titulaire dispose de licences valides et régulièrement acquises auprès des éditeurs tiers. Il assure à Filieris une jouissance contre tout trouble, revendication et éviction d'un tiers à titre quelconque des licences qu'il met à disposition dans le cadre du présent marché. Dans le cas contraire, Filieris se réserve la faculté de résilier le marché, sans que cela ne libère le Titulaire du paiement de tout éventuel préjudice subi par Filieris.

Enfin, le Titulaire garantit que les livrables produits dans le cadre du marché sont libres de tout droit ou revendication de tiers. Il s'engage à indemniser Filieris pour tout dommage, réclamation ou frais découlant d'une atteinte aux droits de propriété intellectuelle de ces livrables

16. OBLIGATION DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est tenu au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du Marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du Marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au Marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par la CANSSM (annexe 1 du présent CCAP).

17. RÉSILIATION.

Le présent marché reste soumis à l'application des articles du chapitre 8 du CCAG - TIC sur la résiliation.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC et à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

18. OBLIGATIONS DIVERSES

18.1. Assurance

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels, documentation, ...) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

La CANSSM se réserve la possibilité de demander à tout moment la ou les polices d'assurance souscrites par le titulaire ainsi que la preuve de l'acquittement des primes correspondantes.

Les franchises éventuellement prévues par les contrats d'assurance souscrits par le titulaire restent intégralement à sa charge.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 9.2 du CCAG-TIC.

18.2. Responsabilité

En complément des dispositions de l'article 8.3 du CCTP et de l'article 8.1 du CCAG-TIC, si la responsabilité du Titulaire venait à être reconnue, au titre des présentes, par une décision définitive d'une juridiction compétente, l'indemnisation qui pourrait lui être réclamée serait expressément limitée au montant du prix perçu par le Titulaire, au titre des prestations objets du marché.

Toutefois, en cas de dommage à la propriété causée par des employés du Titulaire, celui-ci indemniserait le Pouvoir Adjudicateur dans la limite des montants souscrits par le Titulaire au titre de sa police d'assurance et qui sont disponibles.

Par ailleurs, en cas de dommage corporel causé par le Titulaire ou l'un de ses préposés, le Titulaire indemniserait la victime conformément aux dispositions légales applicables.

Il est expressément convenu entre les Parties, et accepté par le Pouvoir Adjudicateur, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résolution des présentes constatée par une décision de justice devenue définitive.

Les présentes dispositions établissent une répartition des risques entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur.

Le prix reflète cette répartition ainsi que la limitation de responsabilité décrite.

19. REVUE DE MARCHÉ – PLAN DE PROGRES

Le marché sera évalué et revu conjointement par la Direction des Systèmes d'Information et le titulaire une fois par an avant la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». La Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques (DNAAJ) du Siège de la CANSSM sera associée, en tant que de besoin, à cette revue de marché.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse :

- des interventions, du taux et délai de résolution de ces interventions,
- de l'avancement des déploiements et des ouvertures de ligne demandés par la CANSSM
- de l'évolution de ses infrastructures, de ses technologies
- de ses prix publics fournisseurs et de la prise en compte sur le BPU, pour l'année à venir

Le titulaire transmettra dans un délai d'un mois à l'issue de la revue de marché à la DSI de Filieris un bilan de l'année écoulée comprenant :

- Un plan d'actions face aux différentes difficultés rencontrées ou par rapport aux objectifs non atteints.

- Un plan de progrès en mettant en avant les axes d'amélioration, de rationalisation et de performance pour l'exécution du marché.
- Une optimisation tarifaire des prix du marché, conformément aux dispositions de l'article 6.3 du présent CCAP

20. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

20.1. Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché.
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement.
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative de Filieris ou sur demande justifiée du Titulaire du marché. La demande devra parvenir à Filieris par LRAR.

20.2. Ajout de références en cours de marché

Filieris se réserve le droit d'acquiescer auprès du titulaire de nouvelles fournitures, prestations ou services en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées en début de marché mais devenue nécessaire. Elles seront introduites au marché par un avenant de modification du marché.

20.3. Modification de références en cours de marché

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- Que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du Titulaire,
- Que les nouveaux tarifs n'excèdent pas les anciens.

En cas de changement définitif de référence produit, la demande de changement devra être faite à la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques de Filieris après validation par la DSI un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation.

En cas de changement ponctuel de référence de produit (cas de rupture momentanée à ne pas faire subir aux sites), la demande de changement devra être faite à la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques de Filieris après validation par la DSI 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par Filieris.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

20.4. Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire celui-ci doit adresser à Filieris, dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement.

Ce changement sera ensuite acté par avenant.

21. LITIGES

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie amiable sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal Judiciaire de Paris – Parvis du tribunal de Paris – 75017 Paris).

22. DÉROGATIONS AU CCAG-TIC

Le présent article récapitule les dispositions du présent CCAP qui dérogent au CCAG-TIC.

DEROGATIONS		
Article(s) du CCAP	Objet	Article du CCAG-TIC
8	Bons de commande	3.7.2
9.4	Admission	34.1
13	Pénalités	14.1.3
13.1, 13.2, 13.4, 13.5 et 13.6	Pénalités	14.1
13.3	Pénalités	14.2
17	Résiliation	51